

REVUE DE PRESSE
PETIT DEJEUNER – DEBAT ANIME PAR NADHIR LAGGOUNE
ESAA – PINS MARITIMES – ALGER
Mardi 2 Mars 2010

Le Temps
D'ALGERIE

Mercredi 3 mars 2010
Fella MIDJEK

EMERGENCE DES CHAMPIONS NATIONAUX EN ALGERIE

Au moins 400 PME peuvent devenir des leaders

Au moins 400 entreprises algériennes peuvent devenir des champions à l'échelle nationale, mais à l'international, il faudra abandonner la dichotomie entre le secteur public et le secteur privé, selon Michel Delattre, consultant auprès de Stratégie de développement et partenariat euro-Maghreb sur les 730 PME ayant bénéficié du programme Meda de mise à niveau.

Déjà en 2006, alors qu'il était en charge du programme, sur les 2 500 entreprises algériennes existantes, au moins 400 répondaient aux critères de prédisposition pour émerger en tant que champions nationaux, a souligné hier M. Delattre, en marge du petit-déjeuner débat organisé par CARE, à Alger sur «L'émergence de champions nationaux : rêve ou réalité», en ajoutant que «sur l'échelon international, cela dépendra de chacune d'elles.

Il est à rappeler que ces critères concernent l'âge de l'entreprise, soit deux années d'existence, le nombre de 20 salariés et enfin les secteurs de production comme les mines, le tourisme, les travaux publics et autres. Sur les 450 entreprises ayant bénéficié de plus de trois actions du programme de mise à niveau, au moins 400 prétendent à devenir des leaders nationaux, mais pour aller vers l'international, c'est aux chefs de ces entreprises de se déployer car personne ne peut le faire à leur place.

Il poursuivra pour dire que «ce ne sont pas les grands groupes qui peuvent devenir des leaders, mais de petites entreprises performantes dans leurs disciplines respectives qui deviennent des champions. C'est comme en sport». Cependant, «en Algérie, il existe une dichotomie entre privé et public mais il faut réfléchir en termes d'entreprise nationale», a-t-il recommandé. Pour lui, «il ne faut pas raisonner en termes de champion dans son secteur mais dans un créneau ou une activité».

L'Etat doit jouer un rôle «intermédiaire»

Pour ce faire, l'Etat devra jouer un rôle «intermédiaire» et s'éloigner de l'idée proposée jusque-là celle de construire sa stratégie de faire émerger des «champions nationaux» autour des entreprises publiques, a indiqué l'économiste Abdelmadjid Bouzidi qui a estimé que «la stratégie de Temmar (ministre de l'Industrie et de la promotion de l'investissement) va dans le mur».

Cet économiste expliquera ce fait par «l'absence d'ouverture de l'économie algérienne parce qu'il y a la rente pétrolière et si on ouvre l'économie en Algérie, il faudra donc revoir la distribution des richesses». Il argumente l'absence d'ouverture de l'économie nationale par l'absence de liberté de mouvement des capitaux, pas de liberté de change et l'inexistence d'un marché financier».

Pour lui, l'issue est de «créer un couloir vert d'entreprises éligibles pour devenir champions internationaux» en se basant sur l'Economie fondée sur la connaissance (EFC), en d'autres termes les «compétences». Il rejette l'idée d'«une industrialisation de masse», comme le souhaite l'Etat car cette politique aurait réussi dans les années 70 mais plus maintenant dans un contexte de mondialisation. Ainsi, selon lui, l'Etat fait une «politique industrielle» puis ensuite «une économie industrielle». Pour revenir sur l'EFC, M. Bouzidi a rappelé l'étude présentée par le Conseil national économique et social (CNES) aux Nations unies qui a valu à l'Algérie des invitations en Egypte et en Tunisie pour l'exposer vu son importance. «Quand le climat des affaires n'est pas sûr, cela favorise l'informel»

Pour sa part, Nadhir Laggoune, consultant et membre de CARE, considère que «dans le contexte actuel en Algérie où les règles économiques ne sont pas claires et changent tous les deux ans, les entreprises algériennes ne peuvent émerger en tant que champions nationaux en dépit d'un bon code d'investissement mais pas de garantie». D'ailleurs, dira-t-il, «quand le climat des affaires n'est pas sûr, cela favorise l'informel».

Enfin, la question de l'assurance des entreprises a été évoquée par M. Boudra, président de CARE qui a relevé que les entrepreneurs privés refusent de s'assurer auprès des assureurs privés. Ce qui constitue, à son avis, un frein à l'émergence des sociétés d'assurances privées en tant que champions dans leur activité. Il est à signaler que toute action liée à l'entreprise peut être assurée, même la gestion, selon les experts présents lors du débat.



Mercredi 3 Mars 2010
Nassim Irbah

POUR L'EMERGENCE DE CHAMPIONS NATIONAUX

L'Etat doit valoriser les entreprises et améliorer l'environnement des affaires

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a organisé, hier, à l'ESAA (école supérieure algérienne des affaires), Alger, une rencontre pour susciter et stimuler le débat autour de l'entreprise et de l'économie en général. Le débat a été animé par M. Nadir Laggoune, consultant en stratégie d'entreprise, il s'est intéressé aux conditions d'émergence de champions nationaux en Algérie à la faveur d'une étude réalisée pour le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI). Pour lui, un champion national dans le secteur de l'économie est toute entreprise ou un groupe d'entreprises liées par des liens capitalistiques ou managériaux forts, leader dans un secteur d'activité déterminée, sur son marché national local, et capable de rivaliser avec ses concurrents au niveau régional, voire international.

D'une autre manière, toute entreprise prête à rehausser substantiellement le niveau de l'économie et à la moderniser par effet d'entraînement. En Algérie, il est vrai que l'économie est ouverte depuis plusieurs années, reste que la mise à niveau est très faible, car la majorité des PME sont des entreprises familiales qui ont besoin d'un supplément de croissance pour devenir des champions. De plus, il est constaté que la nature familiale du capital du tissu industriel algérien est très peu tournée vers l'extérieur de l'entreprise.

Dans ce sens, les participants ainsi que M. Laggoune, estiment que la solution pour une consolidation de l'économie par la formation de champions économiques nationaux se résume dans la disposition de l'Etat à vouloir améliorer l'environnement des affaires et la mise en place de dispositifs efficaces à même de favoriser la croissance des entreprises, en combattant efficacement le développement de l'informel.

Aussi, les pouvoirs publics ne doivent pas se subtiliser en permanence, mais ils doivent bien écouter les opérateurs car ce sont eux qui connaissent bien l'environnement des affaires et connaissent leurs tourments. En outre, pour devenir également leader national dans un secteur ou plusieurs à la fois, un transfert de technologie et de compétences en management à des opérateurs algériens est le bienvenu, avec l'aide également de l'Etat à faciliter la venue d'éventuelles entreprises étrangères au pays pour aider les entreprises locales à se positionner à l'étranger.

Par ailleurs, même l'enchaînement des groupements entre privés et publics peut constituer des opportunités pouvant donner rapidement naissance à des groupes de taille significative. Tout en mariant le dynamisme et la capacité de management du secteur privé à la puissance industrielle du secteur public. En dernier, il conviendrait aussi d'améliorer la formation des hommes et en particulier les dirigeants d'entreprise aux techniques de management et d'ingénierie financière.

CREATION DE «CHAMPIONS INDUSTRIELS ALGERIENS» :

Un rêve difficile à concrétiser

Beaucoup reste à faire pour favoriser la création, en Algérie, des champions industriels nationaux.

C'est le constat fait hier par Nadhir Laggoune, consultant en stratégie d'entreprise. Intervenant lors d'un débat sur «l'émergence de champions nationaux: rêve ou réalité ?» animé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), M Laggoune a souligné que «les entreprises algériennes ne peuvent pas prétendre, à l'heure actuelle, sans une mise à niveau et un supplément de croissance, devenir champions». A propos de la mise à niveau, il a précisé que «sur plus de 100 000 entreprises seules 500 auront bénéficié d'une mise à niveau».

Au chapitre du supplément de croissance, l'invité du Care a fait part des insuffisances qui ont contribué au déclin de la croissance de l'économie nationale. Il a cité entre autres, l'environnement des affaires qui est peu favorable à la croissance, l'absence de fusion ou d'association en vue de construire des groupes de taille significative: «les regroupements d'entreprises se sont pas la préoccupation du moment», a-t-il, à ce titre, soutenu. Aussi, regrette-t-il, «rien n'est fait pour favoriser la production nationale paralysée par l'émergence de l'informel».

L'autre maillon manquant dans la chaîne de création des champions nationaux, selon lui, est la formation des managers qui reste insuffisante: «Il conviendrait d'améliorer la formation des hommes et en particulier les dirigeants d'entreprises techniques de management et d'ingénierie financière», préconise M. Laggoune qui, en parallèle des insuffisances, a avancé des propositions permettant aux entreprises nationales de devenir championnes et en mesure d'aller batailler sur la scène internationale. Le conférencier a proposé, entre autres, de mettre en place des mesures radicales pour éradiquer le marché parallèle et instaurer un climat de confiance dans le système économique. Il a proposé aussi de revoir et renforcer le cadre juridique et institutionnel de manière à permettre aux entreprises d'évoluer et de changer leur forme.

Et dans le même sillage, l'orateur n'a pas oublié de rappeler que les entreprises devraient dépasser le cadre familial qui empêche d'une certaine manière tout développement de l'entité. M. Laggoune recommande aussi, d'améliorer l'accès au financement et la circulation des capitaux. Pour rappel, dans le cadre de la nouvelle stratégie industrielle présentée en 2008 par Abdelhamid Temmar, ministre algérien de l'Industrie et de la Promotion des investissements, l'idée de créer treize «champions industriels nationaux», a vu le jour. L'idée consiste à agréger autour d'un noyau dur, composé d'entreprises publiques et privées d'un même secteur, un groupe industriel capable d'aller batailler sur la scène internationale à l'image de Sonatrach, Sonelgaz ou de Cevital dans le privé. Ces futurs «champions» pourront ouvrir leur capital à des investisseurs extérieurs.



Mardi 2 Mars 2010
Amar aouimer

DEBAT AUTOUR DE L'EMERGENCE DE CHAMPIONS NATIONAUX DE L'ECONOMIE
Les experts plaident pour la préférence nationale
3 Mars 2010

«Le code algérien des investissements est le plus attractif dans la région sud de la Méditerranée» a déclaré, hier, Nadhir Laggoune, expert international et consultant en stratégie d'entreprise et management en France et partenaire de MD Expansion en Algérie, au cours d'une communication, intitulée «Emergence de champions nationaux : rêve ou réalité» organisée par le cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) des Pins maritimes à Mohammédia (Alger), en présence de Mohamed Bennini, directeur général de l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur (Algex) et d'un représentant du ministère de la Petite et moyenne entreprise et de l'Artisanat ainsi que des chefs d'entreprises.

Ce genre de rencontre vise notamment la stimulation, l'émulation et l'encouragement des initiatives des managers et des chefs désireux de devenir entrepreneurs et compétitifs sur le marché international.

C'est ainsi que l'expert qualifie l'instrument national de promotion des investissements de largement compétitif au plan méditerranéen en termes d'avantages et de facilités accordées aux investisseurs étrangers. Il n'a pas manqué non plus de souligner les grandes potentialités économiques de croissance dont dispose l'Algérie au plan d'investissements et de marché. D'où la nécessité de consolider, dit-il, le plan national de mise à niveau des entreprises algériennes en termes notamment de formation, de management et d'expertise selon les normes européennes.

«Les entreprises algériennes, qu'elles soient publiques ou privées, doivent bénéficier de la préférence nationale, lors du lancement des avis d'appels d'offres» a-t-il en outre souligné, mettant en évidence l'importance de les valoriser aussi par notamment l'accès aux marchés et l'entrée dans un club de mérite d'entreprises «champions nationaux» qui reste à créer, a-t-il ajouté. Le consultant en stratégie d'entreprise parle aussi d'obligation pour les entreprises étrangères soumissionnaires de s'associer avec les entreprises locales de leur choix, en intégrant une part significative de leurs contrats localement.

«Cela afin d'inciter ces entreprises étrangères investissant en Algérie à assurer un transfert de technologies et de compétences en management aux opérateurs algériens» dit-il. Mais Il a insisté sur l'intérêt qu'ils se fusionnent et se regroupent pour non seulement acquérir des marchés d'équipements nationaux, mais surtout pour s'internationaliser.

«A l'image de Sonatrach, l'entreprise algérienne doit s'internationaliser et investir à l'étranger» recommande Laggoune qui s'est intéressé aux conditions d'émergence de «champions nationaux» en Algérie, à la faveur d'une étude réalisée au profit du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (MIPI).

«Des regroupements privé-public peuvent constituer des opportunités pouvant donner rapidement naissance à des grandes tailles significative» explique-t-il les enjeux de la croissance, mettant ainsi l'accent sur le nouveau dynamisme et la capacité de management du secteur privé conjugué avec la puissance industrielle du secteur public.

Il faut dans cette perspective que l'entreprise privée algérienne d'essence familiale s'ouvre et ouvre son capital à d'autres investisseurs pour entrer de plain-pied dans le marché boursier algérien qui reste, certes, à l'état embryonnaire.

Le marché informel, que l'Etat ne contrôle pas, doit être éradiqué pour ne plus pénaliser les entreprises locales ou étrangères qui respectent les règles du jeu du marché et la loi de la concurrence et de la compétitivité.

Dans le contexte du libéralisme et de l'économie de marché marqués par la rude et impitoyable concurrence, il devient impérieux de favoriser le "made in Algeria" et de peaufiner la production nationale en lui imprimant un label qualité en conformité avec les normes internationales.



Mercredi 3 Mars 2010
Meziane Atmani.

NADHIR LAGGOUNE, EXPERT STRATEGIE D'ENTREPRISE : « LE CODE ALGERIEN DES INVESTISSEMENTS EST TRES ATTRACTIF »

« Le code algérien des investissements est le plus attractif dans la région sud de la Méditerranée », a déclaré, hier, M. Nadhir Laggoune, expert international et consultant en stratégie d'entreprise et management en France et partenaire de MD Expansion en Algérie, au cours d'une communication, intitulée « Emergence de champions nationaux : rêve ou réalité » qu'il a présentée au cours du débat organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE). L'expert qualifie l'instrument national de promotion des investissements, de largement compétitif au plan méditerranéen en termes d'avantages et de facilités accordées aux investisseurs étrangers.

Il n'a pas manqué non plus de souligner les grandes potentialités économiques de croissance dont dispose l'Algérie au plan d'investissements et de marché. D'où la nécessité de consolider, dit-il, le plan national de mise à niveau des entreprises algériennes en termes notamment de formation, de management et d'expertise selon les normes européennes. «Les entreprises algériennes, qu'elles soient publiques ou privées, doivent bénéficier de la préférence nationale, lors du lancement des avis d'appels d'offres», a-t-il en outre souligné, mettant en évidence l'importance de les valoriser aussi par notamment l'accès aux marchés et l'entrée dans un club de mérite d'entreprises « champions nationaux » qui reste à créer, a-t-il ajouté.

Le consultant en stratégie d'entreprise parle aussi d'obligation pour les entreprises étrangères soumissionnaires de s'associer avec les entreprises locales de leur choix, en intégrant une part significative de leurs contrats localement. «Ceci afin d'inciter ces entreprises étrangères investissant en Algérie à assurer un transfert de technologies et de compétences en management aux opérateurs algériens», dit-il. Mais il a insisté sur l'intérêt qu'ils se fusionnent et se regroupent pour non seulement acquérir des marchés d'équipements nationaux, mais surtout pour s'internationaliser.

«A l'image de Sonatrach, l'entreprise algérienne doit s'internationaliser et investir à l'étranger», recommande M. Laggoune qui s'est intéressé aux conditions d'émergence de « champions nationaux » en Algérie, à la faveur d'une étude réalisée au profit du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI). «Des regroupements privé-public peuvent constituer des opportunités pouvant donner rapidement naissance à des grandes tailles significative », explique-t-il les enjeux de la croissance, mettant ainsi l'accent sur le nouveau dynamisme et la capacité de management du secteur privé conjugué avec la puissance industrielle du secteur public.

Il faut dans cette perspective que l'entreprise privée algérienne d'essence familiale s'ouvre et ouvre son capital à d'autres investisseurs pour pénétrer le marché boursier algérien qui reste, certes, à l'état embryonnaire. Le marché informel doit être éradiqué pour ne plus pénaliser les entreprises locales ou étrangères qui respectent les règles du jeu du marché et la loi de la concurrence et de la compétitivité.



Mercredi 3 Mars 2010
Smaïl Boughazi

LA TRIBUNE

LA MISE A NIVEAU, L'INFORMEL ET LE CLIMAT DES AFFAIRES POINTES DU DOIGT
DES EXPERTS DEBATTENT DE LA STRATEGIE INDUSTRIELLE

La stratégie industrielle prônée par le gouvernement depuis quelques années a été au centre des débats lors d'une rencontre ayant pour thème «l'émergence des champions nationaux : rêve ou réalité ?», organisée hier par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) à Alger. Nadir Lagoune, consultant en stratégie d'entreprise, intervenant à l'ouverture de la rencontre, a reconnu que cette stratégie fait face actuellement à un certain nombre d'insuffisances.

Il cite notamment la mise à niveau des entreprises qui en est toujours à ses premiers pas. «Sur 100 000 entreprises, seules 500 ont été mis à niveau», a-t-il affirmé. En outre, selon l'intervenant, les partenariats et les associations entre les entreprises algériennes sont rares, ce qui fait que les regroupements d'entreprises n'existent pas. Selon l'évaluation de cet expert, l'environnement des affaires est également mis à l'index, puisqu'il est peu favorable à l'émergence de groupes industriels.

Le constat qu'a dressé l'expert en stratégie d'entreprises n'a pas épargné la production nationale qui reste, à ses yeux, négligée par les différentes politiques économiques. Le conférencier a proposé par ailleurs quelques pistes pour sortir de cette situation. L'informel reste, pour lui, un des défis du moment. Et c'est ainsi qu'il préconisera de mettre en place des mesures radicales pour l'éradiquer et instaurer un climat de confiance dans le système économique. Il a proposé aussi de revoir et de renforcer le cadre juridique et institutionnel de manière à permettre aux entreprises d'évoluer et de changer leurs formes. Et dans ce sillage, l'orateur n'a pas oublié de rappeler que les entreprises devraient dépasser le cadre familial qui empêche d'une certaine manière tout développement de l'entité.

Pour sa part, Abdelmadjid Bouzidi, expert économique, n'a pas ménagé cette stratégie industrielle qui «va dans le mur», selon ses dires. Il pense qu'aujourd'hui on ne peut pas faire comme les Coréens car le contexte a changé et l'économie algérienne doit suivre cette évolution en s'ouvrant à l'économie mondiale. Il estime dans le même ordre d'idées que seul le secteur privé est appuyé par une politique efficace pour faire des résultats. «Il faut aller vers l'entreprises privée et essayer de l'internationaliser», a-t-il recommandé, proposant au passage «un couloir vert pour la constitution de champions nationaux». Il faut signaler cependant que le phénomène de l'informel a été relevé à plusieurs reprises par les intervenants qui estiment que son éradication est un préalable à tout développement de l'économie et même sa régulation.



Mercredi 3 Mars 2010
Chérif Bennaceur

Actualités : ÉMERGENCE DE CHAMPIONS NATIONAUX EN ALGÉRIE

Une incertitude, un leurre !

L'émergence de champions nationaux relève de l'incertain, constituerait un leurre dans la mesure où l'économie nationale est de moins en moins ouverte à l'international...

Alger (Le Soir) - Le cycle des conférences-débats thématiques, lancé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), se poursuit à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (Esaa) à Alger. Animé notamment par le consultant en stratégie d'entreprise, Nadhir Laggoune, le débat organisé hier a porté sur la problématique de «l'émergence de champions nationaux : "rêve ou réalité"».

Par champion national, l'on entend une entreprise ou un groupe d'entreprises liées par des liens capitalistiques ou managériaux forts, leader dans un secteur d'activité déterminé, sur son marché local et capable de rivaliser avec ses concurrents au niveau régional, voire international. Un concept économique qui devient à la mode, au risque d'être galvaudé et de devenir un poncif. Mais un concept qui reste encore virtuel, incertain, les propos des autres participants à cette conférence, opérateurs et observateurs économiques, semblent converger à ce propos.

Car c'est un leurre que de vouloir reproduire le modèle développé durant la décennie 1970 de champions nationaux publics dans le contexte actuel de la mondialisation et de l'incontournable internationalisation. Cela dans la mesure où le processus de libéralisation de l'économie bute sur des velléités protectionnistes, voire la régression.

L'économie est de moins en moins ouverte et l'attractivité du pays qui reste mal soutenue. Avec un Etat qui ne joue pas de manière efficace, au volontariste, son rôle dans la régulation, l'accompagnement et la facilitation et même la création, une gestion économique et même politique en manque de lisibilité et vision de long terme, des entreprises du secteur privé et des PME en général en déficit de valorisation et développement, le respect des règles du jeu et le développement de l'innovation et de l'économie du savoir qui font défaut.



Mercredi 3 Mars 2010

Farid Houali

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

«UNE RELANCE AU LIEU DE REFORMES» SELON NADIR LAGGOUNE

En Algérie, aucun secteur ne semble attirer l'attention des pouvoirs publics, mise à part le pétrole et le gaz. Certes des réformes économiques ont été entreprises par les différents exécutifs qui se sont succédé jusqu'ici, mais les spécialistes en la matière ne manquent aucune occasion pour clamer à haute voix que l'économie nationale n'a pas seulement besoin d'une réforme mais plutôt d'une réelle politique de relance.

Une relance qui porte sans nulle distinction sur l'association de tous les opérateurs économiques nationaux afin de redonner à l'économie algérienne la place qu'elle mérite, dans le Maghreb, dans le bassin méditerranéen et ensuite dans le monde. Dans ce sens, une conférence débat portant sur le thème de l'émergence de Champions nationaux : un rêve ou une réalité s'est tenue, hier, à l'École supérieure algérienne des affaires(ESAA) sise aux Pins Maritimes (Est d'Alger). Une rencontre organisée à l'initiative du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE).Y étaient présents, des experts en économie, ainsi que des chefs d'entreprise à l'image de Slim Othmane PDG de la nouvelle conserverie algérienne (NCA).

Dans son exposé, Nadir Laggoun, en sa qualité de consultant en stratégie d'entreprise, est revenu en premier sur la définition d'un Champion national. Il dira dans ce sillage que c'est « une entreprise, ou un groupe d'entreprises liés par des liens capitalistiques ou managériaux forts, leader dans un secteur d'activité déterminé, sur son marché et capable de rivaliser avec ses concurrents au niveau régional voire international ». Selon lui, cette même entreprise est apte à rehausser substantiellement le niveau de l'économie et à la moderniser par effet d'entraînement. Seulement, là, une question s'impose : qu'en est il de cette réalité en Algérie ? Pour l'orateur la réponse est claire : le constat l'a prouvé.

La nature familiale du tissu industriel algérien est très peu tournée vers l'extérieur de l'entreprise. Et d'ajouter, les entreprises algériennes ne peuvent à l'heure actuelle, sans la mise à niveau et un supplément de croissance, devenir des champions. Et d'indiquer que depuis 2001, l'année où seules 1 000 entreprises ont bénéficié d'une remise à niveau. De ce fait, il est impératif, a enchaîné, Nadir Laggoun que l'État intervienne dans ce sens afin d'assurer un meilleur environnement des affaires et faire profiter des entreprises qu'elles soient du secteur privé ou public. Un autre point d'une grande importance a été évoqué par Nadir Laggoun. « Outre la formation des chefs d'entreprise qui fait défaut, l'État n'a d'autres choix que de favoriser le dialogue avec ces derniers », a-t-il laissé entendre. Pour appuyer ses dires, le conférencier, a souligné que malheureusement ces opérateurs économiques se voient dans la plupart des cas exclus des affaires économiques du pays, eux qui doivent être impliqués davantage dans tout ce qui a trait à la question économique. S'agissant du marché informel, le conférencier a estimé que l'État doit prendre conscience les répercussions négatives qu'engendre l'informel, et de là adopter des dispositifs efficaces afin de le combattre comme il serait question de favoriser la croissance des entreprises, car ce qui compte aux dires de l'orateur serait « de redonner à l'entreprise algérienne la place qu'elle mérite sur la scène économique ». Pour ce faire, à commencer par les chefs d'entreprise qui doivent afficher, une volonté de rapprochement entre eux car, selon l'intervenant, « ce rapprochement n'a jamais été la préoccupation de ces derniers».



الخبير لعقون يدق ناقوس الخطر السوق الموازية تعيق التطور الاقتصادي

استثماراتها على اختيارات واقعية ولأن 98٪ من المؤسسات الصغيرة والمتوسطة بذات طبيعة أو هيكلية عائلية، ويبقى تأهيلها ضعيفا زيادة على أن مفهوم تجمع المؤسسات لا يشكل انشغال السلطات الجزائرية في الوقت الحالي. وراضع الخبير الجزائري لضرورة استحداث مجلس متخصص لتكوين الاطارات المسيرة بحكم أن بلادنا تعاني نقصا في مجال تكوين المسيرين وعدم خلق عراقيل قانونية التي تحول دون انفتاح السوق الوطنية على السوق العالمية، وتشجيع الانفتاح على الرأسمال وتحسين الحصول على التمويل وسيران رؤوس الأموال وكذا تجاوز اطار المؤسسات العائلية إلى خلق جمعيات، وتشجيع دخول المؤسسات إلى البورصات كمصدر للتمويل، مع ضرورة اسراع الدولة في خلق شروط اقتصاد صحي واضح.

وأشار المستشار الدولي إلى أن الاقتصاد الموازي يقتل النمو الاقتصادي ولا يساهم في انشاء رواد وطنيين. وكان المتحدث في بداية تدخله قد تطرق إلى مفهوم "رواد وطنيين" الذي قال بشأنه بأنه تفوق قطاع من القطاعات الاقتصادية في نشاط معين على المستوى العالمي للسوق الوطنية، يسمح لها بالمنافسة في السوق الدولية.

وفي الختام دعا المحاضر إلى ضرورة ايقاف تجارة السوق الموازي، لأنه يعمل على خلق جو فيه عدم الثقة بين المقاول والادارة، والتركيز على اقتصاد المعرفة، أي استعمال التكنولوجيا المتقدمة في بناء اقتصاد البلاد.

سهام بوعموشة

أكد، أمس، المستشار الدولي والخبير في الصناعة نذير لعقون على أن المؤسسات الجزائرية لم ترق بعد إلى مستوى المؤسسات الرائدة في بعض الدول الآسيوية وأمريكا اللاتينية كالبرازيل، الهند، الصين، كوريا الجنوبية، أندونيسيا، حيث أن 500 مؤسسة وطنية خضعت لإعادة التأهيل من جملة 100 ألف مؤسسة سنة 2008، وأن الكثير من المؤسسات صغيرة جدا وليست لها آليات للمنافسة في السوق الدولية، مضيفا في لقاء نشطه بالمدرسة العليا الجزائرية بقصر المعارض بأنه من بين الاسباب التي أدت إلى غياب مؤسسات رائدة ببلادنا لمنافسة المؤسسات العالمية، هو عدم الثقة في الانفتاح بالسوق الوطنية، وعدم بيان قواعد الاستثمار بالسوق الوطني.

وفي هذا الإطار، أوضح نذير لعقون بأن عملية تصنيف المؤسسات الرائدة تركز على الاكتساب الجزئي والكلي للتكنولوجيا، وتكوين الاطارات المسيرة مع اعتماد الجودة، ومشيرا إلى أن دور الدولة جد مهم كونها تخلق قواعد اقتصاد السوق. داعيا إلى وضع سياسة واضحة، كي تفرض المؤسسات الجزائرية نفسها بالسوق ويوجد المقاولون ميدان المنافسة واضحا، كي تكبر ثقتهم. وأكد الخبير بأن هناك قدرات وامكانيات كبيرة، لكن السوق الجزائري مازال صغيرا، وبالتالي لن يكون للمؤسسات الوطنية مجالا كبيرا للتطور.

وفي هذا السياق دائما، قال لعقون بأنه ينبغي على المؤسسات الجزائرية أن تتوفر على هياكل للحكم الرشيد وأن تبني

Entreprises championnes

Les conditions de leur émergence ne sont pas encore réunies

Quels sont aujourd'hui les enjeux, pour une économie qui se veut ouverte de s'engager dans un modèle de développement basé sur une consolidation de l'économie par la formation de champions économiques nationaux ? Les pouvoirs publics ont-ils préalablement réuni les conditions nécessaires à leur émergence ? Rien n'est sûr, estiment des experts réunis la semaine dernière pour débattre de la question à l'initiative du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE).

Par
Lyès Malki

Bien qu'elle ne soit pas une condition en soi, la taille des entreprises publiques sur lesquelles les initiateurs de la nouvelle stratégie industrielle comptent beaucoup pour former des futurs «cham-

pions nationaux» confère des atouts importants. Des entités économiques comme la SNVI, dans le secteur de la mécanique, Air Algérie, dans le transport aérien, GICA

dans l'industrie du ciment ou Saida dans le pharmaceutique peuvent effectivement constituer des pôles économiques d'excellence à même de rassembler autour d'elles les plus performantes des PME présentant un réel potentiel de croissance et de développement.

Il n'en demeure pas moins que pour faire émerger des entreprises championnes capables de s'imposer sur le marché national et à l'étranger, des conditions préalables sont nécessaires. D'abord, lever les freins que rencontrent ces entreprises qui n'arrivent pas, jusqu'ici, à se débarrasser de leur passif «invalidant» au plan financier mais aussi managérial, technique et de

la formation. L'instabilité des règles économiques en vigueur aujourd'hui et l'ambiguïté qui les caractérisent n'assurent pas, pour l'heure, un climat des affaires favorables au développement des entreprises nationales.

Les problèmes de mise à niveau, les difficultés d'accès au financement, l'absence de liberté de mouvement des capitaux, de liberté de change et de marché financier au normes internationales et les obstacles dressés devant la croissance externe et les tentatives d'internationalisation des marchés empêchent aujourd'hui la concrétisation de tout projet visant à faire émerger des leaders nationaux. **L. M.**

Nadhir Laggoune. *Consultant en stratégie d'entreprise*

«Il faut se doter de règles pour se prémunir des erreurs du passé»

Nadhir Laggoune est consultant en stratégie d'entreprise. Après avoir passé 20 années dans l'industrie en tant que manager général de plusieurs activités (verre, matériaux de construction, agro-alimentaire), il a rejoint le conseil en stratégie d'entreprise. A la faveur d'une étude réalisée pour le MIPI, M. Laggoune s'est intéressé aux conditions d'émergence de «champions nationaux» en Algérie. Il a également travaillé sur la stratégie de l'offre permettant aux entreprises, particulièrement aux PME, de se différencier et pérenniser leur existence dans des environnements fortement concurrentiels. **Il nous livre, dans cet entretien, son point de vue sur la stratégie de l'Etat concernant l'émergence d'entreprises championnes.**



les mettre à niveau sur le plan managérial mais aussi industriel et technique. Cela va supposer des investissements très importants. Donc, ce n'est pas forcément un mauvais choix, mais il faudrait se demander si les règles de bonne gouvernance sont là pour éviter le gâchis, la gabegie et toutes les déperditions qu'on a eu par le passé.

Vous évoquez le rôle du privé. Faudrait-il nécessairement l'associer dans cette stratégie de création de champions nationaux ?

Aujourd'hui, cela me semble une évidence. Parmi les déficits qu'on constate au sein des entreprises publiques, le déficit managérial en est le plus important. Dans le privé, on peut trouver des managers dynamiques qui peuvent apporter le dynamisme managérial et l'esprit entreprise qu'on n'a plus ou qu'on n'a pas assez dans le secteur public. On peut allier le dynamisme du privé et la puissance industrielle du public pour faire les futurs champions de demain.

De par les expériences déjà lancées dans certains pays qui possèdent déjà des entreprises championnes, y a-t-il un manuel à suivre pour réussir la création d'entreprises leaders ?

Il n'y a pas de manuel tout fait à suivre. Je crois qu'il faut des règles de business qui soient claires et prévisibles. Il faut aussi que le secteur informel soit réduit à sa plus simple expression, car l'informel ne favorise pas la croissance des entreprises. Il est nécessaire également d'inciter les entreprises à réinjecter le fruit de leur développement dans l'entreprise et non pas à l'étranger. Les pouvoirs publics se doivent aussi de favoriser l'apparition d'un véritable marché financier. L'Algérie ne possède pas un marché financier qui permet la circulation des capitaux. D'autre part, si on a des entreprises privées qui sont performantes, il faut leur faire confiance et les accompagner même à l'étranger, car une entreprise performante sur le plan national et international est une entreprise pérenne capable de concurrencer ses concurrents sur leur propre terrain de jeu. Aujourd'hui, le gouvernement chinois finance les entreprises privées, lorsque ces dernières sont appelées à faire des investissements stratégiques majeurs à l'étranger.

L'émergence de champions nationaux n'est pas donc un acte spontané mais plutôt une action volontariste de la part de l'Etat...

Ce qui est sûr, c'est que le rôle de l'Etat est de créer les conditions de l'émergence de ces champions en mettant des règles claires de fonctionnement des marchés, des organes de régulation, de mécanismes de financement, de mécanismes de consolidation qui permettent à l'entreprise de consolider ses capitaux et de bénéficier de financements à bon marché et pouvoir se développer. Actuellement, en Algérie, une entreprise qui veut se développer ne trouve même pas de terrain pour installer ses machines. Elle est obligée d'aller sur le marché noir pour trouver des terrains à des prix exorbitants. Il faut aussi que l'Etat s'intéresse à l'économie basée sur la connaissance. L'Etat doit aussi s'inquiéter de la formation et élever son niveau, du plus jeune ouvrier jusqu'au plus ancien des managers. Il peut également aider l'entreprise en optant pour une certaine «préférence nationale», en obligeant les opérateurs étrangers, lorsqu'ils obtiennent des contrats importants en Algérie, à convertir localement 10, 20 ou 40% du contrat avec des opérateurs nationaux. Cela va avoir un effet d'entraînement, puisqu'il y aura un transfert des connaissances managériales et un transfert technologique. C'est comme cela qu'on accélérera le développement des champions.

La notion de champion suppose aussi la compétition et la libre concurrence. Certains observateurs notent que cela n'est pas encore possible en Algérie dont l'économie tend de plus en plus vers la fermeture. Qu'en pensez-vous ?

La fermeture de l'économie n'est pas une bonne chose pour la compétition. Si on commence à instituer des barrières, ce ne sera certainement pas en faveur de la croissance. En revanche, qui dit ouverture, dit aussi organe de contrôle et de régulation de la concurrence. En Chine ou en Inde, si un opérateur national se plaint pour effet de dumping de la part d'un concurrent étranger, des mesures conservatoires sont prises immédiatement pour protéger l'entreprise, le temps de mener les investigations. Est-ce le cas en Algérie ? Je ne le crois pas, parce que le Conseil de la concurrence n'est pas opérant.

Comment expliquer que beaucoup de pays ne parlent pas d'entreprises championnes, alors qu'en réalité ils en créent ou encouragent leurs entreprises à le devenir ?

La plupart des pays ne parlent pas des champions nationaux parce que c'est contraire au dogme de la libre concurrence et de l'ouverture de l'économie mondiale. Mais dans la réalité, ils essaient de pousser au maximum leurs propres entreprises, parce qu'il y a de leurs intérêts stratégiques. Aucun pays ne considère aujourd'hui que la véritable puissance est dans le secteur public. L'économie d'un pays est faite de ses entreprises publiques mais surtout de ses entreprises privées. S'il y en a quelques-unes qui ont des positions importantes sur le marché international, elles sont aidées mais discrètement sans faire beaucoup de tapage. Avec l'apparition du marché économique européen, beaucoup d'opérateurs et d'hommes politiques en Europe parlent aujourd'hui de développement de stratégie industrielle européen. On ne parle plus de champions nationaux mais de leader européen. **L. M.**

Propos recueillis
par
Lyès Malki

Quelle définition donnez-vous à la notion d'entreprise championne ?

Une entreprise championne, c'est véritablement une entreprise qui a une position de leadership sur un secteur. Ce n'est pas forcément une question de taille. Ça peut être un leadership technologique, un leadership marketing ou tout autre type de compétence. C'est vrai qu'il y a souvent une idée de taille qui s'associe à ce concept, mais pas uniquement. La notion qui me paraît très importante, c'est vraiment la notion de devenir, c'est-à-dire la notion de potentiel. Une entreprise qui stagne et ne se développe pas n'est pas un champion. Une entreprise qu'on peut qualifier de champion est une entreprise qui a véritablement un rôle de leadership dans une filière ou un secteur d'activité donné et qui anime ce secteur par son développement, son exemplarité, son comportement et son innovation.

Les pouvoirs publics ont déjà défini, dans leur nouvelle stratégie industrielle, 13 secteurs dans lesquels des champions nationaux devraient émerger. Pensez-vous que les conditions nécessaires à leur naissance sont réunies ?

Je n'ai pas fait une évaluation des différents secteurs.

Ceux qui ont été choisis font partie des secteurs économiques les plus importants. La politique qui semble être choisie et qui consiste à relancer des secteurs sur d'anciennes structures publiques en les regroupant pour en faire des futurs champions nationaux ne me paraît pas une mauvaise politique en soi. Simplement, je ne sais pas quel rôle le privé va jouer dans cette politique. D'autre part, s'est-on dotés des règles qui permettent de se prémunir des erreurs du passé ? Car ce sont des secteurs où l'on a injecté de l'argent sans pour autant obtenir des entreprises performantes. Aussi, du fait que les investissements aient été suspendus pendant plusieurs années, ces entreprises se trouvent aujourd'hui dans un niveau technologique très en deçà des standards. Si on veut aujourd'hui faire de ces entreprises des champions nationaux, il faut impérativement